

Quel avenir pour la Wallonie?

Au XXI^e siècle, la région traîne toujours les maux du vingtième. Pauvreté et précarité n'y ont pas diminué. À cela s'ajoutent les nouveaux défis posés par le changement climatique ou les nécessaires adaptations à l'e-commerce. Jusqu'ici, les plans de relance se sont succédé sans effet. Le dernier en date - "Get up Wallonia!" - réussira-t-il enfin à sortir la région de son borbier financier, économique et social? Les avis sont partagés.

La dette wallonne atteint aujourd'hui 29 milliards. Un groupe d'experts a évalué qu'à politiques inchangées, elle filerait à 48 milliards en 2030. Soit 280 % de ses recettes. Une claque. Surtout que cette bombe explose dans un ciel plombé. Sur 15 ans, le taux de pauvreté ne diminue pas. 20 % de la population est en situation précaire alors que la Flandre tourne autour de 10 %. Le nombre de bénéficiaires de revenus d'insertion augmente depuis 2015, suite à la réforme des allocations de chômage désormais limitées dans le temps. Depuis le Covid, c'est encore pire notamment sur le plan des aides alimentaires. Autre problème colossal, celui des jeunes en situation de NEET: ni à l'emploi ni en enseignement ni en formation. 15 % des 18-24 ans wallons sont aujourd'hui dans →



Texte:
Catherine
Ernens

Don't Get UP

LE DÉNI ÉCONOMIQUE



→ cette situation désespérante. La Wallonie a des universités performantes comme l'UCLouvain et l'ULiège, mais les formations techniques et professionnalisantes sont à la dérive. "Non seulement la Wallonie manque d'entrain économique, mais elle a en plus un déficit colossal au niveau des formations dans un monde où on doit être désormais en recyclage permanent, s'alarme l'économiste Bruno Colmant. Pour résoudre cet énorme handicap, cela va demander un effort de vingt ans. Il faut coacher chaque jeune un par un pour qu'il mette en place un projet professionnel. Dans une économie où les robots remplacent progressivement les humains, le manque de formation confine des jeunes dans des jobs peu qualifiés qui n'existent plus." Las. "La Wallonie n'a pas le sens de l'urgence", dénonce l'économiste.

Le taux de croissance pour 2022 est annoncé à 4 % en Wallonie. C'est mieux que la croissance belge qui est à 3,5 %. Frédéric Caruso, expert de l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique Iweps, pointe une croissance qui évolue de concert avec celle de la zone euro. "La Wallonie a aussi pour

particularité d'avoir 11 % des travailleurs qui sont navetteurs et vont travailler essentiellement à Bruxelles et au Luxembourg. On dépense aussi beaucoup plus en transports et en voiture en Wallonie et donc l'inflation est ressentie plus fortement. Ce n'est pas si désastreux, mais il est clair que nous sommes un wagon à côté de la locomotive qu'est la Flandre." La locomotive de la Wallonie, c'est le Brabant wallon et le secteur pharma qui s'est très fort développé ces dernières années, avec des perspectives d'augmenter encore. La Wallonie est en fait très diverse entre les très aisés du Brabant wallon et les très pauvres des zones urbaines et certains coins comme le centre de la province de Luxembourg ou l'Entre-Sambre-et-Meuse.

"La croissance n'est pas si mauvaise mais beaucoup est dû aux investissements du plan de relance (Get up Wallonia!). Et si on a créé de l'emploi en 2021 et qu'on n'en a pas perdu en 2020, les entrepreneurs ont tendance à dire que la croissance est en train de s'aplatir", analyse Olivier de Wasseige, le directeur de l'Union wallonne des entreprises. Deux raisons à cela. Tout d'abord, la pénurie d'emplois: 39.000 sont structurellement vacants en Wallonie alors que 200.000 personnes sont au chômage. Ensuite, la conjoncture actuelle n'est pas bonne. La hausse des prix de l'énergie, l'inflation et un problème d'approvisionnement des matières premières mettent les entreprises en difficulté. Et puis, la Wallonie a besoin à la fois de plus d'entreprises et de plus grande taille (la moyenne est de 9,2 personnes). "Une grande entreprise donne la capacité d'innover et d'exporter", relève Olivier de Wasseige. La part du PIB qui provient des industries est de 15 % en Wallonie alors que la moyenne européenne est à 20 %. Autre faiblesse, la Wallonie affiche un volume d'emplois dans le secteur public très élevé, à hauteur de près de 57 % de l'ensemble des emplois. Or les emplois publics génèrent beaucoup moins de richesse que ceux du privé: le privé compte pour ± 55 % du PIB, et le public pour 22 %.

La culture de la pizza

Pour expliquer le mal wallon, l'essayiste Jules Gheude pointe un clientélisme effréné et une hypertrophie politico-administrative. Ainsi, quand la Flandre réalise 80 % des exportations du pays et compte 6 millions d'habitants, elle emploie 541 agents dans ce domaine alors que les francophones en ont carrément 750. "Dès le départ, la Flandre a opté pour l'économie des moyens en fusionnant la communauté et la région en un seul parlement et un seul gouvernement, le tout implanté à Bruxelles", relève Jules Gheude. Jean-Yves Huwart, qui a signé trois livres successifs sur l'état de la Wallonie, va dans le même sens. "Il y a un gros problème de prise de conscience parce qu'on se repose toujours sur le cocon belge.

15 % des 18-24 ans wallons ne sont ni scolarisés ni à l'emploi ni en formation.

Mais sans les transferts Nord-Sud, nous aurions un niveau de vie 25 % en dessous. Il pointe une énorme malgouvernance wallonne avec un problème à créer des stratégies communes entre partis. On vient de la voir à l'œuvre avec la démission comme ministre wallon de Jean-Luc Crucke, lâché par le MR qui voulait jouer sa carte. *“On est dans la culture de la commande de pizzas. Chaque politique veut la sienne pour choisir ses ingrédients plutôt qu'un repas commun. Les mesures s'empilent. Les pôles de compétitivité, c'est ça. On a éparpillé des moyens sans créer de logique d'équipe. On a aussi créé des centres de congrès partout qui sont impossibles à rentabiliser. Une absurdité dans un marché trop petit. Et le biotech et Odoo, c'est super. Mais il en faudrait cent fois plus.”*

Luc Simar, maître de conférence à l'UCLouvain admet qu'en 2008, la Wallonie a pris des coups comme tout le monde, mais ne s'en est pas si mal sortie. *“On n'a plus de décrochage comme dans les années 70. Mais pas de rattrapage non plus.”* Plan après plan, relance après relance, rien ne bouge. Get up Wallonia! vise la transition, la résilience et la reconstruction. La moitié des projets sont déjà engagés. *“Cela va avoir un effet certain sur le court terme avec un surcroît d'activités pendant trois ou quatre ans et quelques pistes du côté de l'hydrogène. Sur le long terme, j'ai des doutes.”* Les Wallons font des plans mais ils ne visent pas vraiment la comète. Le plan Marshall qui visait la recherche et le développement n'a pas permis de création d'emplois et de richesse...

Des chirurgiens budgétaires

Philippe Destatte, qui dirige l'Institut Jules Destrée, se montre plus optimiste. L'actuel plan de relance repose sur des masses budgétaires de l'ordre de 7,5 milliards, soit deux fois plus que précédemment. *“Les plans précédents étaient trop faibles. Si je compare les dépenses réelles sur vingt ans, on n'a jamais dépensé plus de 5 % pour les relances. On a péché en ne mobilisant pas assez de moyens.”* Philippe Destatte souligne le grand volontarisme des ministres wallons qui ont deux ans pour enfin réussir. Un changement de méthode radical est opéré en appliquant “un budget base zéro”. On arrête de reporter d'une année à l'autre, en ajustant à la marge, les articles budgétaires. Chaque dépense est rediscutée et n'est accordée que si elle est utile. Pour s'en sortir, il faudra faire moins de politique politicienne, prévient Philippe Destatte pour qui la région a trop servi de champ de bataille dont le citoyen se moque. Et on pourrait aussi s'inspirer de la Flandre qui ne donne pas d'aides à l'emploi, avec des travailleurs qui se font du coup engager avec des contrats solides. *“Le plafond de verre en Wallonie est énorme. C'est une société qui reste coincée dans une vieille culture industrielle. Mais vous avez*

“Aujourd'hui, nous n'avons plus de joker. Il faut changer de braquet.”

du neuf avec des start-up. Alors? Les taux d'intérêt sont très bas et l'effort entamé en 2020 pourrait stabiliser la dette, tempère Luc Simar. Une réduction du déficit supplémentaire et cumulative de 150 millions par an est désormais appliquée.

Mais les prévisions font comme si les dépenses allaient diminuer en 2025 après le plan de relance, comme s'il n'y avait pas d'aspects récurrents. *“En regard de sa dette, la région est détentrice d'un patrimoine important (immobilier et mobilier) dont l'inventaire et l'évaluation mériteraient un effort d'analyse et de globalisation”,* suggère Luc Simar, qui envisagerait d'en monnayer une partie. Bruno Colmant est moins optimiste. *“On ne peut pas régler le problème de la dette seule. Il faut un projet global de développement régional qui soit fondé sur la croissance économique, dans le respect des équilibres sociaux. Il faut commencer par l'enseignement, qui est l'impératif absolu, car le niveau de formation des chômeurs est trop bas. Il faut réenchanter le travail.”* Pour la dette plus précisément, l'économiste préconise d'installer un nouveau conseil de la dette, qui soit apolitique et →



BREF...



→ technique, totalement concentré sur cette matière et qui épaulé le gouvernement au fil des législatures, de manière technique. En quelque sorte des chirurgiens budgétaires au chevet d'un grand fracturé. *"Cela ne conduit pas à un gouvernement de l'ombre. Il s'agit de prolonger, avec une gouvernance rigoureuse, le travail académique qui a été fait. C'est un travail à temps plein de cinq ans pour des spécialistes, qui doit pouvoir aborder les choses de manière concentrée et différente, sans agenda politique."*

Ces experts devront aussi regarder soigneusement ce qui se fait dans les pays et régions voisins (Allemagne, grand-duché de Luxembourg, etc.). *"Il faut mesurer l'urgence car je ne vois pas l'événement extérieur décisif qui va éviter la dérive de l'endettement wallon. Et compter sur une négociation institutionnelle en 2024 pour une prolongation des transferts Nord-Sud moyennant une scission régionale de certains départements fédéraux n'est pas un projet de croissance régionale et ne*

fera que repousser le problème de quelques années." En tout état de cause, à partir de 2024, les transferts diminueront de 60 millions par an, 120 en 2025, 180 en 2026, et ce pendant dix ans, soit 3 milliards sur dix ans puis 600 millions par an, soit 4 % du budget wallon. *"On doit anticiper ça avec un budget wallon déjà ric-rac",* s'alarme Olivier de Wasseige qui s'inquiète que "Get up Wallonia!" ne soit à nouveau du saupoudrage sous-régionaliste. *"Ce n'est pas avec ce projet de vélodrome et de hall omnisports pour sportifs de haut niveau que la Wallonie s'en sortira. Et le plan de rénovation du bâti peut être très porteur pour autant que cela ne se fasse pas avec des matériaux et de la main-d'œuvre étrangers. Le Covid n'explique pas tout, il aurait fallu un plan même sans ça. Aujourd'hui, nous n'avons plus de joker. Il faut changer de braquet."*

En décembre dernier, Renaud Witmeur, le puissant patron de la Sogepa, le fonds d'investissement qui accompagne le redéploiement des entreprises, qualifiait lui-même la Wallonie de *"petite région pauvre d'un petit pays"*, pointant son *"impuissance"* et appelant à plus de solidarité fédérale. Cependant, la marche de l'histoire ne va pas précisément dans le sens d'un grand retour à la solidarité "nationale". On l'a vu avec les inondations où le seul geste fédéral accordé aux sinistrés l'a été sous la forme d'un prêt. Bart De Wever, le patron des nationalistes, a forcé le trait il y a quelque temps en comparant la situation actuelle de la Wallonie à celle de la Grèce, une caricature renforcée par la montée en puissance de l'extrême gauche. Le problème, c'est qu'il n'a pas tort. Le coq wallon doit sortir la tête du sable. Alors, jobs, jobs, jobs? *"On est à 65 % de taux d'emploi en Wallonie. C'est beaucoup trop bas. Si on augmentait le taux d'emploi de 10 %, les problèmes de dette et de finances publiques se porteraient beaucoup mieux",* conclut Olivier de Wasseige. ✖

LES VŒUX D'ELIO DI RUPO

Le ministre-président Elio Di Rupo se veut optimiste. Méthode Coué ou réelle opportunité? Voici son message.

Notre région est à un tournant de son histoire. Nous venons de traverser deux crises terribles qui ont eu un impact considérable sur le bien-être des Wallons et sur notre budget. Nous avons dû prendre toute

une série de mesures d'urgence qui étaient absolument indispensables pour aider nos concitoyens à s'en sortir.

Nous sortons progressivement de ces deux crises. Toute nos forces sont tournées vers la relance de notre région. Une relance qui doit être créatrice d'emplois, qui doit être inclusive et sociale, qui doit être respectueuse de l'environnement. Avec le plan de relance, nous avons notre feuille de route pour y parvenir. Le processus de relance est

déjà bien entamé. 50 % des projets du plan ont démarré! Quant au budget, nous restons extrêmement attentifs et nous veillons à assurer la soutenabilité de la dette wallonne tout en maintenant des investissements indispensables à la reprise économique. En résumé, le gouvernement et moi-même sommes confiants quant au redressement de la Wallonie. Le plan de relance est sur les rails. Nous avons une vision claire sur la maîtrise du budget et l'ambiance au sein du gouvernement est à l'optimisme."